

GREFFE DES TRIBUNAUX D'ARBITRAGE DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Rapport triennal

2005 - 2006

2006 - 2007

2007 - 2008



GREFFE DES TRIBUNAUX D'ARBITRAGE

DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION

RAPPORT TRIENNAL

2005-2006

2006-2007

2007-2008

Québec, le 8 septembre 2008

DOCUMENT PRÉPARÉ PAR LE
GREFFE DES TRIBUNAUX D'ARBITRAGE
DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation

*Aux personnes intéressées à l'arbitrage des griefs dans le
secteur de l'éducation*

Madame, Monsieur,

*Nous avons le plaisir de vous soumettre le rapport
d'activités du Greffe des tribunaux d'arbitrage du secteur
de l'éducation pour les années 2005-2006, 2006-2007 et
2007-2008. Nous souhaitons que cette analyse vous
permettra de faire une évaluation juste et précise du
régime d'arbitrage applicable aux salariés syndiqués des
commissions scolaires et des collèges du Québec.*

*Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos
sentiments les meilleurs.*

*Jean-Guy Ménard
Arbitre en chef*

TABLE DES MATIÈRES

	Page
INTRODUCTION	1
PARTIE 1 - L'ORGANISME	2
A LE MANDAT ET LA STRUCTURE ADMINISTRATIVE	2
B LE PERSONNEL ET LES RESSOURCES FINANCIÈRES	5
PARTIE 2 - LES ACTIVITÉS DE L'ORGANISME	7
A LES OBSERVATIONS	14
1 – Gestion des griefs	14
2 – Gestion de l'arbitrage	17
B LA SUGGESTION	17
PARTIE 3 – LE DOSSIER HARCÈLEMENT	18
LA CONCLUSION	21
LES RENVOIS ET RÉFÉRENCES	23
L'ANNEXE DES LISTES	25

INTRODUCTION

Après trois ans d'une absence qui peut s'expliquer mais qui s'excuse moins facilement, il était temps de revenir à nos bonnes habitudes de faire le point sur les activités du Greffe. C'est donc avec un plaisir particulier que je joins le rapport consolidé des trois dernières années d'opération du Greffe, soit les années 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

À la lecture, vous serez à même de constater que sa première partie n'a été l'objet que d'une mise à jour des données variables au 31 mars de chaque année, son contenu de fond ne visant qu'à faire une description de l'organisation et de sa structure de fonctionnement. Par contre, vous noterez qu'à sa seconde partie on cherche à vous fournir le maximum d'informations dans le minimum de tableaux en regroupant tout sous deux grands vocables, la gestion des griefs et la gestion de l'arbitrage, de manière à faciliter la consultation sans enlever à la matière de base. À ces tableaux nous avons ajouté des observations et une suggestion. Et avant de conclure, nous avons pensé profiter de l'occasion pour nous arrêter sur un thème d'intérêt, le harcèlement, avec l'idée de continuer de le faire dans les prochaines années avec d'autres sujets qui seront d'actualité.

PARTIE 1 - L'ORGANISME

A) LE MANDAT ET LA STRUCTURE ADMINISTRATIVE

Pendant les années financières 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, le Greffe des tribunaux d'arbitrage du secteur de l'éducation a continué d'accomplir les quatre grands types d'activités qui correspondent au mandat qui lui est dévolu depuis sa création. Ces activités se présentent ainsi :

1. la gestion des dossiers de griefs soumis à l'arbitrage;
2. le processus de l'arbitrage (fixation des rôles mensuels et leurs suites);
3. le soutien à donner aux arbitres et aux parties et la publication de la jurisprudence;
4. la gestion des différentes activités connexes aux précédentes.

Le Greffe est placé sous l'autorité d'un arbitre en chef nommé par les parties nationales. Cet arbitre en chef est secondé par une greffière en chef qui fait également fonction de directrice du Greffe. Cette dernière est, pour sa part, assistée par un personnel nommé conformément à la Loi sur la fonction publique¹.

Bien qu'il s'agisse d'un organisme créé par les parties liées aux conventions collectives propres au secteur de l'éducation² et qu'il soit sous l'autorité de l'arbitre en chef nommé par ces parties, il faut dire du Greffe qu'il relève, sur les plans administratif, fonctionnel et budgétaire, de la sous-ministre adjointe aux réseaux du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Partant, il est non seulement de la responsabilité mais du devoir de l'arbitre en chef d'entretenir une communication directe avec les différentes parties, tout en restant en contact étroit avec la sous-ministre adjointe, de manière à ce qu'on puisse toujours ajuster les objectifs à privilégier avec les politiques et les directives gouvernementales mises en oeuvre. Sans être fonctionnellement lié par lesdites

politiques et directives gouvernementales, l'arbitre en chef doit donc, dans l'exercice de ses fonctions, rester conscient du fait qu'il faut que les attentes et les besoins signifiés par les parties respectent l'encadrement que ces politiques et directives sous-tendent et faire également en sorte d'assurer une gestion du système d'arbitrage qui soit conforme au contenu des conventions collectives.

Pour ce qui est de l'administration courante, elle demeure de la compétence de la directrice du Greffe qui traite avec certains services du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ou avec d'autres organismes, lorsque leur intervention devient nécessaire.

En pratique, le Greffe a pour première fonction de gérer les dossiers de griefs et d'accomplir toutes les activités utiles à la tenue des audiences des griefs qui sont soumis à l'arbitrage. Pour ce faire, le Greffe n'a aucunement le pouvoir d'intervenir, et cela se comprend, dans la procédure interne d'arbitrage prévue dans les conventions collectives.

Il n'assume en effet ses responsabilités et ses devoirs qu'à compter du moment où les griefs sont véritablement portés à l'arbitrage, soit à l'étape qui suit le dépôt des griefs et qui coïncide avec la présentation des avis d'arbitrage. Dès lors, le Greffe s'occupe de toutes les tâches que nécessitent l'ouverture et la fermeture subséquente des dossiers, de même que de la confection des rôles mensuels d'arbitrage.

À la suite de l'activité de confection des rôles mensuels d'arbitrage³, il revient au Greffe de convoquer les parties à l'arbitrage, de voir à l'organisation matérielle des audiences et d'en assurer le bon déroulement.

Les décisions arbitrales rendues par l'ensemble des arbitres⁴ doivent être envoyées au Greffe qui a la responsabilité finale de voir à leur dépôt officiel au Greffe de la commission des relations du travail⁵. Sur réception de ces décisions, le Greffe fait aussi en sorte qu'elles soient numérotées et transmises, dans le plus court laps de temps, aux parties autant locales que nationales qui sont immédiatement intéressées, le tout selon une procédure interne mise au point et appliquée par le Greffe. En même

temps, il les dépose au Greffe de la commission des relations du travail.

Le Greffe exerce également diverses activités de soutien à l'endroit des arbitres et des parties, activités qui lui paraissent nécessaires afin d'accomplir son mandat le mieux possible et de rendre les régimes d'arbitrage du secteur de l'éducation encore plus efficaces et plus utiles. C'est ainsi qu'il publie sur le WEB, toutes les décisions arbitrales d'interprétation et de classification, de même que tous les jugements des tribunaux supérieurs se rapportant aux sentences qui ont été contestées. Aussi, il offre des services de recherche et de support auquel les arbitres, en priorité, peuvent faire appel. Dans cet ordre de préoccupations, le Greffe est attentif aux besoins que peuvent lui exprimer les parties et il essaie d'y répondre dans la mesure de ses moyens.

Dans le cadre de cette responsabilité qu'il a de soutenir du mieux qu'il le peut les parties tout en tentant d'améliorer son fonctionnement dans son ensemble, le Greffe a procédé il y a cinq ans à une conversion complète de son système informatique de telle sorte que depuis septembre 2003, il est en état d'opérer sur une base strictement virtuelle. Lors des dernières rondes de négociation, certaines parties ont apporté dans leurs conventions collectives les ajustements nécessaires leur permettant de profiter du dépôt en ligne de leurs griefs.

En plus de voir au traitement des plaintes relatives aux hors cadres, cadres et gérants des commissions scolaires et des collèges, le Greffe assume, depuis l'automne 1997, la gestion du régime d'arbitrage établi par la *Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics* en vertu d'une entente conclue par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, d'une part, et la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, d'autre part. Tout en permettant l'élimination des dossiers accumulés depuis 1999-2000, l'année 2002-2003 a été l'occasion de finaliser un projet d'importance : l'élaboration d'une banque informatisée des quelque 1 000 décisions arbitrales rendues dans le cadre de la *Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics* qu'on a jointe, aux fins de son exploitation, à celle existant déjà dans le secteur de l'éducation. En 2007-

2008, les plaintes adressées au Greffe ont été fixées pour arbitrage à mesure qu'elles y arrivaient, ce qui donne une excellente idée de l'efficacité avec laquelle ce mandat se réalise.

B) LE PERSONNEL ET LES RESSOURCES FINANCIÈRES

Étant donné l'accent très important qu'on a mis sur l'informatisation des activités du Greffe on a indéniablement réduits les effectifs nécessaires à son fonctionnement, pour en arriver à une équipe de 7 personnes qui est stable depuis presque 10 ans. Par ailleurs, les services rendus par le Greffe aux différents utilisateurs et utilisatrices comme aux différents groupes intéressés n'ont au contraire pas cessé de s'accroître, et ce, de façon encore plus marquée au cours des dernières années. Cette réalité s'explique notamment par le fait que le Greffe a pris la charge complète de la préparation, de la publication et de la diffusion des sentences arbitrales, d'une part, et par le fait qu'il a accepté comme responsabilité additionnelle d'assurer la gestion du mécanisme d'arbitrage propre à la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), d'autre part. Il a quand même réussi à réaliser ses mandats et à atteindre ses objectifs principalement en raison de l'expertise de son personnel et de l'apport significatif des moyens informatiques qu'il s'est donnés.

DÉPENSES	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
SALAIRES	332 008,00	323 095,00	309 521,00	310 826,00	328 984,00
HONORAIRES	1 100 632,00	1 149 174,00	1 271 372,00	1 130 023,00	1 125 320,00
FONCTIONNEMENT	8 036,00	6 264,00	10 596,00	6 257,00	4 017,00
AMORTISSEMENT	1 874,00	2 034,00	2 736,00	3 406,00	0,00
IMMOBILISATION	1 826,00	4 648,00	3 816,00	1 008,00	0,00
TOTAL	1 444 376,00	1 485 215,00	1 598 041,00	1 451 520,00	1 458 321,00

Les sommes investies aux fins des opérations du Greffe par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ont été de 1 598,041 \$ pour l'exercice financier 2005-2006, de 1 451,520 \$ pour l'année 2006-2007 et de 1 458,321 pour l'année 2007-2008. Sauf pour l'année 2005-2006, les bilans se comparent. L'augmentation de 2005-2006 s'explique quant à elle par la majoration du poste «honoraires» causée par une augmentation du nombre de décisions arbitrales produites dans cette période.

PARTIE 2 - LES ACTIVITÉS DE L'ORGANISME

L'ensemble des activités que le Greffe assume peuvent être regroupées sous deux rubriques, à savoir la gestion des griefs et la gestion de l'arbitrage. Les tableaux qui suivent font état de façon chiffrée du traitement qui a été accordé aux griefs déposés en 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008. Ils permettent également d'avoir une compréhension d'autant plus élargie de la situation que trois d'entre eux proposent une perspective de 10 ans.

En ce qui a trait à la gestion des griefs, il se dégage généralement des informations fournies qu'on s'inscrit dans un mouvement progressif et créateur d'une accumulation de griefs qui ne se résorbe pas d'une année à l'autre. Pour arrêter ce processus qui paraît à première vue irréversible puisqu'il ne se dément pas depuis 10 ans au moins, il n'y a qu'un moyen : accroître l'intérêt qu'on accorde à la fermeture des dossiers.

Quant à la gestion de l'arbitrage, on constate globalement qu'on s'y réfère plus puisqu'on fixe plus de jours d'audition, mais qu'on l'utilise moins puisqu'on en tient moins et qu'on produit toujours moins de décisions arbitrales.

TABEAU I
GESTION DES GRIEFS

		2005-2006				
		GRIEFS DÉPOSÉS	GRIEFS FERMÉS	NOMBRE DE JOURS FIXÉS		S.A.
<i>COLLÈGES</i>				FIXÉ	TENU	
	ENSEIGNANTS	278	291	119	59	18
	PROFESSIONNELS DE SOUTIEN	22	24	27	15	4
		283	244	89	33	16
TOTAL		583	559	235	107	38
<i>COM. SCOL. FRANCOPHONE</i>						
	ENSEIGNANTS	1606	1341	396	242	50
	PROFESSIONNELS DE SOUTIEN	252	298	105	60	9
		1649	1260	327	157	43
TOTAL		3507	2899	828	459	102
<i>COM. SCOL. ANGLOPHONE</i>						
	ENSEIGNANTS	5	15	4	2	1
	PROFESSIONNELS DE SOUTIEN	7	5	3	2	0
		119	254	51	22	4
TOTAL		131	274	58	26	5
GRAND TOTAL		4221	3732	1121	592	145
		2006-2007				
		GRIEFS DÉPOSÉS	GRIEFS FERMÉS	NOMBRE DE JOURS FIXÉS		S.A.
<i>COLLÈGES</i>				FIXÉ	TENU	
	ENSEIGNANTS	152	187	110	54	18
	PROFESSIONNELS DE SOUTIEN	30	26	12	5	2
		372	211	78	36	10
TOTAL		554	424	200	95	30
<i>COM. SCOL. FRANCOPHONE</i>						
	ENSEIGNANTS	1385	1188	482	293	48
	PROFESSIONNELS DE SOUTIEN	116	150	55	22	8
		1315	1282	325	155	49
TOTAL		2816	2620	862	470	105
<i>COM. SCOL. ANGLOPHONE</i>						
	ENSEIGNANTS	4	5	3	3	2
	PROFESSIONNELS DE SOUTIEN	6	0	2	0	
		145	124	29	10	1
TOTAL		155	129	34	13	3
GRAND TOTAL		3525	3173	1096	578	138
		2007-2008				
		GRIEFS DÉPOSÉS	GRIEFS FERMÉS	NOMBRE DE JOURS FIXÉS		S.A.
<i>COLLÈGES</i>				FIXÉ	TENU	
	ENSEIGNANTS	238	176	109	54	18
	PROFESSIONNELS DE SOUTIEN	11	15	10	3	0
		281	467	99	49	10
TOTAL		530	658	218	106	28
<i>COM. SCOL. FRANCOPHONE</i>						
	ENSEIGNANTS	1646	1403	490	291	47
	PROFESSIONNELS DE SOUTIEN	100	153	37	13	4
		1250	1850	325	132	39
TOTAL		2996	3406	852	436	90
<i>COM. SCOL. ANGLOPHONE</i>						
	ENSEIGNANTS	0	6	6	6	4
	PROFESSIONNELS DE SOUTIEN	10	29	10	4	0
		111	246	51	25	1
TOTAL		121	281	67	35	5
GRAND TOTAL		3647	4345	1137	577	123

TABLEAU II
GESTION DES GRIEFS

<u>GRIEFS DÉPOSÉS</u> <u>ENTRE LE 1 AVRIL 2005</u> <u>ET LE 31 MARS 2006</u>		<u>TYPE DE FERMETURE</u>		
4221	GRIEFS DÉPOSÉS		NB GRIEFS	%
363	FERMETURE	DÉSISTEMENT AVANT FIX.	162	45
	9%	DÉSISTEMENT APRES FIX.	17	5
		RHC AVANT FIX	42	12
		RHC APRES FIX	90	25
		EMPL. FAIT DROIT AU GRIEF	0	0
		CONSTAT DE RÈGLEMENT	24	7
		SA	28	8
		SA CLASS	0	0
		TOTAL	363	100

<u>GRIEFS DÉPOSÉS</u> <u>ENTRE LE 1 AVRIL 2006</u> <u>ET LE 31 MARS 2007</u>		<u>TYPE DE FERMETURE</u>		
3525	GRIEFS DÉPOSÉS		NB GRIEFS	%
787	FERMETURE	DÉSISTEMENT AVANT FIX.	337	43
	22%	DÉSISTEMENT APRÈS FIX.	52	7
		RHC AVANT FIX	166	21
		RHC APRÈS FIX	105	13
		EMPL. FAIT DROIT AU GRIEF	13	2
		CONSTAT DE RÈGLEMENT(45)	63	8
		SA (29)	45	6
		SA CLASS (6)(5moyen alt.)	6	1
		TOTAL	787	100

<u>GRIEFS DÉPOSÉS</u> <u>ENTRE LE 1 AVRIL 2007</u> <u>ET LE 31 MARS 2008</u>		<u>TYPE DE FERMETURE</u>		
3647	GRIEFS DÉPOSÉS		NB GRIEFS	%
418	FERMETURE	DÉSISTEMENT AVANT FIX.	201	48
	11%	DÉSISTEMENT APRES FIX.	14	3
		RHC AVANT FIX	99	24
		RHC APRES FIX	42	10
		EMPL. FAIT DROIT AU GRIEF	8	2
		CONSTAT DE RÈGLEMENT	37	9
		SA	17	4
		SA CLASS	0	0
		TOTAL	418	100

TABEAU III
GESTION DES GRIEFS

	COLLÈGES											
	OUVERTS				FERMÉS				ACTIFS			
Année	Ens.	Pro.	Sout.	Total	Ens.	Pro.	Sout.	Total	Ens.	Pro.	Sout.	Total
1998-1999	201	46	201	448	175	26	297	498	1898	94	954	2946
1999-2000	274	48	250	572	138	43	183	364	2034	99	1023	3156
2000-2001	230	59	470	759	226	52	303	581	2040	106	1194	3340
2001-2002	344	34	332	710	220	62	280	562	2165	78	1247	3490
2002-2003	290	31	283	604	380	50	259	689	2080	59	1270	3409
2003-2004	358	41	233	632	299	33	285	617	2174	69	1240	3483
2004-2005	297	25	273	595	272	13	154	439	2201	82	1371	3654
2005-2006	278	22	283	583	291	24	244	559	2197	82	1418	3697
2006-2007	152	30	372	554	187	26	211	424	2176	91	1600	3867
2007-2008	238	11	281	530	176	15	467	658	2244	88	1453	3785

	COMMISSIONS SCOLAIRES											
	OUVERTS				FERMÉS				ACTIFS			
Année	Ens.	Pro.	Sout.	Total	Ens.	Pro.	Sout.	Total	Ens.	Pro.	Sout.	Total
1998-1999	1176	132	1437	2745	1027	345	1157	2529	3863	691	3963	8517
1999-2000	1154	172	3024	4350	1064	91	1823	2978	3959	772	5182	9913
2000-2001	960	266	2380	3606	738	170	1848	2756	4194	868	5730	10792
2001-2002	1033	509	2386	3928	802	320	1138	2260	4419	1059	6982	12460
2002-2003	1061	366	1997	3424	1025	250	1827	3102	4460	1178	7179	12817
2003-2004	1259	227	2341	3827	992	366	1241	2599	4818	1063	8331	14212
2004-2005	1313	172	1773	3258	1032	163	1357	2552	5114	1073	8752	14939
2005-2006	1610	259	1769	3638	1356	303	1514	3173	5437	1056	9044	15537
2006-2007	1389	122	1460	2971	1193	150	1406	2749	5698	1038	9195	15931
2007-2008	1646	110	1361	3117	1409	182	2096	3687	6036	971	8574	15581

	TOTAL											
	OUVERTS				FERMÉS				ACTIFS			
Année	Ens.	Pro.	Sout.	Total	Ens.	Pro.	Sout.	Total	Ens.	Pro.	Sout.	Total
1998-1999	1377	178	1638	3193	1202	371	1454	3027	5761	785	4917	11463
1999-2000	1428	220	3274	4922	1202	134	2006	3342	5993	871	6205	13069
2000-2001	1190	325	2850	4365	964	222	2151	3337	6234	974	6924	14132
2001-2002	1377	543	2718	4638	1022	382	1418	2822	6584	1137	8229	15950
2002-2003	1351	397	2280	4028	1405	300	2086	3791	6540	1237	8449	16226
2003-2004	1617	268	2574	4459	1291	399	1526	3216	6992	1132	9571	17695
2004-2005	1610	197	2046	3853	1304	176	1511	2991	7315	1155	10123	18593
2005-2006	1888	281	2052	4221	1647	327	1758	3732	7634	1138	10462	19234
2006-2007	1541	152	1832	3525	1380	176	1617	3173	7874	1129	10795	19798
2007-2008	1884	121	1642	3647	1585	197	2563	4345	8280	1059	10027	19366

TABLEAU IV
GRIEFS DÉPOSÉS PAR CENTRALES SYNDICALES

2005-2006	COLLÈGES			COM. SCOL.			TOTAL		
PERSONNEL ---> CENTRALES SYNDICALES	ENS.	PROF.	DE SOUT.	ENS.	PROF.	DE SOUT.	ENS.	PROF.	DE SOUT.
C.S.Q.	111	22	61	1 597	6	452	1 708	28	513
C.S.N.	167		217			614	167		831
INDÉPENDANT						12			12
S.C.F.P.			5		5	444		5	449
P.A.C.T.				9			9		
P.A.P.T.				4			4		
F.S.P.C.S.Q.					248			248	
F.I.S.A.						88			88
F.T.Q.(F)						90			90
F.T.Q.(A)						69			69
TOTAL	278	22	283	1 610	259	1 769	1 888	281	2 052
	583			3 638			4 221		

2006-2007	COLLÈGES			COM. SCOL.			TOTAL		
PERSONNEL ---> CENTRALES SYNDICALES	ENS.	PROF.	DE SOUT.	ENS.	PROF.	DE SOUT.	ENS.	PROF.	DE SOUT.
C.S.Q.	62	30	228	877		457	939	30	685
C.S.N.	90		128			464	90		592
F.A.E.				508			508		
INDÉPENDANT						8			8
S.C.F.P.			16		2	311		2	327
P.A.P.T.				4			4		
F.S.P.C.S.Q.					120			120	
F.I.S.A.						37			37
F.T.Q.(F)						87			87
F.T.Q.(A)						96			96
TOTAL	152	30	372	1 389	122	1 460	1 541	152	1 832
	554			2 971			3 525		

2007-2008	COLLÈGES			COM. SCOL.			TOTAL		
PERSONNEL ---> CENTRALES SYNDICALES	ENS.	PROF.	DE SOUT.	ENS.	PROF.	DE SOUT.	ENS.	PROF.	DE SOUT.
C.S.Q.	73	11	167	997		304	1 070	11	471
C.S.N.	165		107			427	165		534
F.A.E.				649			649		
INDÉPENDANT						4			4
S.C.F.P.			7		33	326		33	333
P.A.P.T.									
F.S.P.C.S.Q.					77			77	
F.I.S.A.						40			40
F.T.Q.(F)						174			174
F.T.Q.(A)						86			86
TOTAL	238	11	281	1 646	110	1 361	1 884	121	1 642
	530			3 117			3 647		

TABLEAU V

UTILISATION DES JOURNÉES D'AUDITION FIXÉES AU RÔLE AU COURS DE L'ANNÉE

		JOURS FIXÉS	JOURS D'AUDITION	REMISES ET ANNULATIONS		TAUX D'EFFICACITÉ %
				REMISES	ANNULATIONS	
<u>2007-2008</u>	COLLÈGES ET COMMISSIONS SCOLAIRES	1137	577 (51%)	243 (21%)	317 (28%)	79
			560 (49%)			
	COLLÈGES	218	106 (48%)	58 (27%)	54 (25%)	
	C.S.	919	471 (51%)	185 (20%)	263 (29%)	
<u>2006-2007</u>	COLLÈGES ET COMMISSIONS SCOLAIRES	1096	578 (53%)	219 (20%)	299 (27%)	80
			518 (47%)			
	COLLÈGES	200	95 (48%)	47 (24%)	58 (29%)	
	C.S.	896	483 (54%)	172 (19%)	241 (27%)	
<u>2005-2006</u>	COLLÈGES ET COMMISSIONS SCOLAIRES	1121	592 (53%)	239 (21%)	290 (26%)	79
			290 (47%)			
	COLLÈGES	235	107 (46%)	56 (24%)	72 (31%)	
	C.S.	886	485 (55%)	183 (21%)	218 (25%)	
<u>2004-2005</u>	COLLÈGES ET COMMISSIONS SCOLAIRES	1020	547 (54%)	208 (20%)	265 (26%)	80
			473 (46%)			
	COLLÈGES	214	92 (43%)	59 (28%)	63 (29%)	
	C.S.	806	455 (56%)	149 (18%)	202 (25%)	
<u>2003-2004</u>	COLLÈGES ET COMMISSIONS SCOLAIRES	1026	524 (51%)	230 (22%)	272 (27%)	78
			502 (49%)			
	COLLÈGES	223	109 (49%)	45 (20%)	69 (31%)	
	C.S.	803	415 (52%)	185 (23%)	203 (25%)	
<u>2002-2003</u>	COLLÈGES ET COMMISSIONS SCOLAIRES	1018	512 (50%)	216 (21%)	290 (28%)	79
			506 (50%)			
	COLLÈGES	210	99 (47%)	56 (27%)	55 (26%)	
	C.S.	808	413 (51%)	160 (20%)	235 (29%)	
<u>2001-2002</u>	COLLÈGES ET COMMISSIONS SCOLAIRES	1025	512 (50%)	239 (23%)	274 (27%)	77
			513 (50%)			
	COLLÈGES	216	89 (41%)	49 (23%)	78 (36%)	
	C.S.	809	423 (52%)	190 (23%)	196 (24%)	
<u>2000-2001</u>	COLLÈGES ET COMMISSIONS SCOLAIRES	917	411 (45%)	208 (23%)	298 (32%)	77
			506 (55%)			
	COLLÈGES	226	98 (43%)	54 (24%)	74 (33%)	
	C.S.	691	313 (45%)	154 (22%)	224 (32%)	
<u>1999-2000</u>	COLLÈGES ET COMMISSIONS SCOLAIRES	775	398 (51%)	153 (20%)	224 (29%)	80
			377 (49%)			
	COLLÈGES	179	84 (47%)	40 (22%)	55 (31%)	
	C.S.	596	314 (53%)	113 (19%)	169 (28%)	
<u>1998-1999</u>	COLLÈGES ET COMMISSIONS SCOLAIRES	754	389 (52%)	152 (20%)	213 (28%)	80
			365 (48%)			
	COLLÈGES	190	92 (48%)	38 (20%)	60 (32%)	
	C.S.	564	297 (53%)	114 (20%)	153 (27%)	
* TAUX D'EFFICACITÉ = JOURS D'AUDITION + ANNULATIONS						

* TAUX D'EFFICACITÉ = JOURS D'AUDITION + ANNULATIONS

TABLEAU VI

RÉSULTAT DES SENTENCES ARBITRALES D'INTERPRÉTATION

		COLLÈGES								
		PERSONNEL ENSEIGNANTS			PERSONNEL PROFESSIONNEL			PERSONNEL DE SOUTIEN		
		GRIEFS ACCEPTÉS	GRIEFS REJETÉS	AUTRES	GRIEFS ACCEPTÉS	GRIEFS REJETÉS	AUTRES	GRIEFS ACCEPTÉS	GRIEFS REJETÉS	AUTRES
2007-2008	PAR RÉSULTAT	6	11	1	0	0	0	5	4	1
	PAR PERSONNEL	18			0			10		
123	TOTAL	28								
2006-2007	PAR RÉSULTAT	10	7	1	1	1	0	4	4	2
	PAR PERSONNEL	18			2			10		
138	TOTAL	30								
2005-2006	PAR RÉSULTAT	6	10	2	3	1	0	6	9	1
	PAR PERSONNEL	18			4			16		
146	TOTAL	38								
2004-2005	PAR RÉSULTAT	8	7	2	0	3	0	6	12	1
	PAR PERSONNEL	17			3			19		
148	TOTAL	39								
2003-2004	PAR RÉSULTAT	8	15	1	3	2	0	5	6	1
	PAR PERSONNEL	24			5			12		
157	TOTAL	41								
2002-2003	PAR RÉSULTAT	5	9	2	3	2	0	8	6	2
	PAR PERSONNEL	16			5			16		
159	TOTAL	37								
2001-2002	PAR RÉSULTAT	9	11	4	2	3	0	4	4	0
	PAR PERSONNEL	24			5			8		
143	TOTAL	37								
2000-2001	PAR RÉSULTAT	6	14	1	1	1	0	5	4	3
	PAR PERSONNEL	21			2			12		
119	TOTAL	35								
1999-2000	PAR RÉSULTAT	8	6	0	2	3	0	3	9	0
	PAR PERSONNEL	14			5			12		
138	TOTAL	31								
1998-1999	PAR RÉSULTAT	6	8	1	2	2	0	7	18	0
	PAR PERSONNEL	15			4			25		
133	TOTAL	44								

		COMMISSIONS SCOLAIRES								
		PERSONNEL ENSEIGNANTS			PERSONNEL PROFESSIONNEL			PERSONNEL DE SOUTIEN		
		GRIEFS ACCEPTÉS	GRIEFS REJETÉS	AUTRES	GRIEFS ACCEPTÉS	GRIEFS REJETÉS	AUTRES	GRIEFS ACCEPTÉS	GRIEFS REJETÉS	AUTRES
2007-2008	PAR RÉSULTAT	22	25	4	4	0	0	11	26	3
	PAR PERSONNEL	51			4			40		
95	TOTAL				95					
2006-2007	PAR RÉSULTAT	27	16	7	1	6	1	12	31	7
	PAR PERSONNEL	50			8			50		
108	TOTAL				108					
2005-2006	PAR RÉSULTAT	24	23	5	3	3	3	16	29	2
	PAR PERSONNEL	52			9			47		
108	TOTAL				108					
2004-2005	PAR RÉSULTAT	35	22	0	6	4	0	14	26	2
	PAR PERSONNEL	57			10			42		
109	TOTAL				109					
2003-2004	PAR RÉSULTAT	26	25	0	3	1	0	26	34	1
	PAR PERSONNEL	51			4			61		
116	TOTAL				116					
2002-2003	PAR RÉSULTAT	21	25	10	0	2	2	26	33	3
	PAR PERSONNEL	56			4			62		
122	TOTAL				122					
2001-2002	PAR RÉSULTAT	17	22	8	1	2	0	23	24	9
	PAR PERSONNEL	47			3			56		
106	TOTAL				106					
2000-2001	PAR RÉSULTAT	19	20	3	3	5	0	11	20	3
	PAR PERSONNEL	42			8			34		
84	TOTAL				84					
1999-2000	PAR RÉSULTAT	31	19	5	2	1	0	15	27	7
	PAR PERSONNEL	55			3			49		
107	TOTAL				107					
1998-1999	PAR RÉSULTAT	21	20	0	3	2	1	17	25	0
	PAR PERSONNEL	41			6			42		
89	TOTAL				89					

A) LES OBSERVATIONS

1 – Gestion des griefs

Tableau I

- Des trois dernières années, 2007-2008 a été la seule où il y a eu plus de fermetures que d'ouvertures (4 345 fermés versus 3 647 ouverts).
- Par rapport aux deux années précédentes, 2007-2008 a été celle pendant laquelle l'activité de fermeture de dossiers a été la plus significative (4 345 fermetures en 2007-2008, 3 173 en 2006-2007 et 3 732 en 2005-2006).
- Le nombre de jours d'audition nécessaires à la production d'une décision arbitrale d'interprétation est en nette progression. Entre 2005-2006 et 2007-2008 il est passé de 4 jours à 4,6 jours, alors qu'il était de 3,6 jours en 2004-2005 et de 3,3 jours en 2003-2004.
- L'incidence des décisions arbitrales sur la fermeture de dossiers a été de l'ordre de 3,9 % en 2005-2006, de 4,3 % en 2006,2007 et de 2,8 % en 2007-2008, tandis qu'elle s'était maintenue entre 7.2 % et 8 % de 2001-2002 à 2004-2005.

Tableau II

- En ce qui a trait aux 3 647 griefs déposés entre le 1^{er} avril 2007 et le 31 mars 2008, on a fermé seulement 11 % au cours de cette année (3 647 griefs déposés versus 418 griefs fermés).

- Des 418 griefs fermés en 2007-2008, 72 % d'entre eux l'ont été par désistements et par règlements hors cour produits avant d'être fixés au rôle pour audition et 13 % l'ont été après fixation mais avant audition, ce qui fait ombrager à l'idée que la tenue prochaine d'un arbitrage favorise la fermeture de dossiers.
- Seulement 4 % des dossiers fermés en 2007-2008 l'ont été par décisions arbitrales (17 dossiers versus 418 fermés).

Tableau III

- En moyenne, le total des dossiers actifs a augmenté de 790 par année au cours des 10 dernières années (11 463 dossiers à 19 366).
- Cette augmentation s'explique en grande partie par l'accroissement graduel qu'on a connu dans cette même période de 10 ans du côté du personnel de soutien (4 917 dossiers à 10 027).
- Cette dernière augmentation des dossiers actifs dans le secteur du soutien s'explique quant à elle par le fait que, sauf pour l'année 2007-2008 où il y a eu plus de fermetures de dossiers que d'ouvertures (4 345 dossiers fermés versus 3 647 ouverts), on a ouvert au cours des 9 autres années une moyenne de 863 dossiers de plus par année qu'on en a fermés.
- Dans les commissions scolaires, il y a eu pendant les 3 dernières années diminution du nombre de dossiers actifs (2005-2006 - 9 044 griefs à 2007-2008 - 8 574 griefs) en raison d'un effort significatif qu'on a démontré à fermer des dossiers en 2007-2008 tout particulièrement.

- Chez les enseignants des commissions scolaires on remarque que, pendant les mêmes 3 dernières années, on a conservé le rythme d'augmentation graduelle de plus ou moins 300 dossiers actifs par année qu'on présente en réalité depuis 10 ans. Encore là, ce constat s'explique par le fait qu'on a pendant toutes ces années toujours ouvert plus de dossiers qu'on en a fermés.
- Dans les commissions scolaires, il y avait, au 31 mars 2008, 1 567 griefs de plus dans le secteur du personnel de soutien que dans ceux des enseignants et des professionnels réunis (8 574 versus 7 007).
- Dans les collèges, le portrait d'ensemble présente une stabilité relative au cours des 10 dernières années en ce sens que le nombre de griefs actifs n'a à toutes fins pratiques pas bougé chez les professionnels et qu'il a augmenté en moyenne de 35 par année chez les enseignants et de 50 chez le personnel de soutien.
- Il est par ailleurs évident qu'on a apporté une attention particulière à la fermeture de dossiers chez le personnel de soutien des collèges en 2007-2008 puisqu'on a fermé presque 2 fois plus de dossiers qu'on en a ouverts (467 versus 281) et également presque 2 fois plus de dossiers qu'on avait l'habitude d'en fermer dans les 9 années précédentes.
- Alors que la part de griefs de moins de 5 ans constituait 71 % des griefs actifs au 31 mars 2005, elle était de l'ordre de 55 % au 31 mars 2008.

2 – Gestion de l'arbitrage

Tableaux V et VI

- Par rapport à l'année 2005-2006, on a fixé en 2007-2008 16 jours d'audition de plus, on en a tenus 15 de moins, on en a remis 4 de plus et annulés 27 de plus, ce qui a donné lieu à 23 décisions arbitrales de moins. Par rapport à 2004-2005 les portraits se comparent, sauf que les valeurs augmentent toutes de façon significative. Ainsi on a fixé en 2007-2008 117 jours d'audition de plus, on en a tenus 30 de moins, on en a remis 35 de plus et annulés 52 de plus, ce qui a donné lieu à 25 décisions arbitrales de moins.

B) LA SUGGESTION

Le constat d'ensemble est inévitable : le nombre de griefs actifs augmente et l'effet de l'arbitrage diminue. Bien que l'arbitrage pourrait prendre une plus grande place (historiquement, il était la cause d'environ 7 % des fermetures de dossiers et il n'a agi en 2007-2008 que dans 2,8 % des cas), il est évident que la seule façon efficace d'inverser cette accumulation progressive passe par un intéressement accru des parties à la fermeture des dossiers.

On l'a dit à de multiples reprises : le stockage de griefs au Greffe à Québec entretient l'oubli, de sorte qu'on remarque un détachement qui s'accroît avec l'âge des griefs. À moyen et à long terme et à moins de cas particuliers, aucune des parties a avantage à favoriser la latence en matière de griefs. À l'inverse, aucune d'entre elles devrait être préjudiciée à vouloir solutionner ses problèmes aussitôt que possible.

Pour y arriver, il faut avoir la volonté de le faire à tous les paliers, il faut s'encadrer, s'organiser et se donner les moyens de favoriser la discussion, il faut se

placer en mode solution de litige en gardant à l'esprit que, de façon générale, un grief qui accuse quelques années d'âge est un grief dont la gestion se fragilise en terme d'arbitrage en raison de la difficulté conséquente d'administrer une preuve viable et dont les possibilités de solution deviennent à toutes fins pratiques inexistantes.

À mon sens, tous les éléments sont actuellement présents pour justifier une intervention efficace. Toutes les parties devraient s'y mettre en se donnant pour objectif d'être fières de profiter d'une paix industrielle qui est véritablement à la mesure des litiges qui les oppose, et non l'inverse.

PARTIE 3 – LE DOSSIER HARCÈLEMENT

A) La situation en termes de griefs.

Au 31 mars 2008, il y avait eu 996 griefs inscrits au Greffe au titre principal de harcèlement. De ces 996 griefs, il en restait 469 inscrits au rôle, toujours au 31 mars 2008. Ce total de 469 griefs était constitué de 62 griefs âgés de plus de 5 ans et de 407 autres qui étaient alors inscrits depuis moins de 5 ans. Il va sans dire que les premiers mériteraient certainement qu'on s'y arrête... s'il est encore possible de le faire efficacement. Quant aux derniers, ils appellent de par leur nature une solution la plus prochaine possible ou à tout le moins un traitement particulier susceptible d'y remédier.

Quant aux 600 griefs qui ont 5 ans et moins , on en a fermés 193, dont 17 par décisions arbitrales. Par leur nature et par leur nombre, les 407 griefs qui sont toujours actifs appellent une solution la plus prochaine possible ou à tout le moins un traitement particulier susceptible de les orienter vers une solution.

SUIVI DES GRIEFS DE HARCELEMENT POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES						
		TYPE DE FERMETURE				
COLLÈGES		DÉPOSÉ	RHC ET DÉSIS.	SENTENCE	CONSTAT	ACTIF
Cégeps ens. C.S.Q.	1110	17	4	0	0	13
Cégeps ens. F.A.C.	1115	12	2	1	0	9
Cégeps ens. C.S.N.	1120	64	7	4	0	53
Cégeps prof. C.S.Q.	1210	2	1	0	1	0
Cégeps soutien C.S.Q.	1310	17	6	2	2	7
Cégeps soutien C.S.N.	1320	41	20	1	0	20
Cégeps soutien S.C.F.P.	1370	1	1	0	0	0
TOTAL POUR LES COLLÈGES		154	41	8	3	102
COMMISSIONS SCOLAIRES						
Comm. Scol. Ens. C.S.Q.	5110	151	44	3	11	93
Comm. Scol. Ens. C.S.Q. (C.S. Crie)	5111	12	0	0	0	12
Comm. Scol. Ens. C.S.Q. (C.S. Kativik)	5113	2	0	0	0	2
Comm. Scol. Ens. F.A.E.	5152	49	10	2	0	37
Comm. Scol. Prof. C.S.Q.	5210	9	4	0	0	5
Comm. Scol. Prof. C.S.Q. (C.S. Kativik)	5213	1	0	0	0	1
Comm. Scol. Prof. S.C.F.P.	5270	8	1	0	0	7
Comm. Scol. Sout. C.S.Q.	5310	19	5	0	1	13
Comm. Scol. Sout. C.S.Q. (C.S. Kativik)	5313	1	0	0	0	1
Comm. Scol. Sout. C.S.N.	5320	87	21	1	2	63
Comm. Scol. Sout. F.I.S.A.	5330	3	1	0	0	2
Comm. Scol. Sout. F.T.Q. (local 57 et 440)	5340	17	7	0	0	10
Comm. Scol. Sout. S.C.F.P.	5370	70	23	2	1	44
Comm. Scol. Prof. C.S.Q.	6210	1	0	0	0	1
Comm. Scol. Sout. C.S.Q.	6310	1	0	0	0	1
Comm. Scol. Sout. F.T.Q. (local 57 et 440)	6340	6	0	0	0	6
Comm. Scol. Sout. F.T.Q. (local 800)	6341	9	1	1	0	7
TOTAL POUR LES COMMISSIONS SCOLAIRES		446	117	9	15	305
TOTAL		600	158	17	18	407

* Au 31 mars 2008, il y a eu 996 griefs de harcèlement déposés, 396 avaient plus de cinq ans, de ceux-ci 334 sont fermés, 62 sont encore actifs

B) La situation en termes d'arbitrage

À ce jour, on a en banque 30 décisions qui ont spécifiquement trait au harcèlement psychologique. De ces 30 décisions 9 discutent d'arguments préliminaires, les 21 restantes disposant des litiges à leur mérite. Dans 18 de ces cas, les griefs ont été rejetés, 2 ont été accueillis et 1 a été accepté partiellement.

Toujours au sujet de ces 21 décisions qui tranchent la question au fond, il y en a 10 qui concernent du personnel enseignant de commissions scolaires (5 enseignantes et 5 enseignants), 4 du personnel enseignant de collèges (4 professeures), 3 du personnel de soutien de commissions scolaires (1 employée et 2 employés), 3 du personnel de soutien de collèges (3 employées) et 1 du personnel professionnel de collèges. Par ailleurs, un seul de ces cas oppose 2 collègues de travail; les 20 autres mettent en cause soit un supérieur immédiat, soit un chef de groupe, soit un directeur d'école, soit l'employeur.

Entre 1979 et 2002, c'est-à-dire avant l'entrée en vigueur de la définition de harcèlement introduite par la Loi sur les normes du travail, 10 griefs à ce sujet ont été entendus par des arbitres du secteur de l'éducation. Dans 9 de ces cas la plainte a été rejetée, et dans le dernier, elle a été acceptée partiellement. Les 11 autres cas ont été plaidés entre 2005 et 2007 et ont donné lieu à l'application de la définition de la Loi sur les normes du travail, sauf pour ce qui est de 3 d'entre eux qui avaient une portée rétroactive.

N.B. Toutes ces informations ont été tirées d'un article rédigé par Madame Odette Lapointe, technicienne en droit au Greffe. Pour de plus amples renseignements particulièrement sur le contenu des décisions évoquées, il vous est conseillé d'aller consulter l'article en question sur le site du Greffe « mels.gouv.qc.ca/greffe ».

LA CONCLUSION

Cette analyse qui porte plus précisément sur une période de 3 ans de fonctionnement nous permet de mieux constater que le Greffe fait le travail auquel on s'attend de lui, c'est-à-dire qu'il semble de toute évidence répondre aux besoins des parties tant pour ce qui est du volet gestion de griefs que pour ce qui a trait à la gestion de l'arbitrage. Par contre, on ne peut s'empêcher de signaler qu'il y aurait plus à faire et qu'il pourrait faire encore mieux certaines choses.

Dans le cadre du dernier rapport d'activités (2003-2004 et 2004-2005) nous avons suggéré différents moyens pour réagir à l'accumulation de griefs et pour accroître l'efficacité du modèle d'arbitrage régulier. L'addition du fait qu'on s'en réfère moins à l'arbitrage comme mécanisme de résolution de problème ajoute à la pertinence et à l'importance d'agir à ces effets.

Il va s'en dire que le Greffe est un outil privilégié dont disposent les parties pour intervenir et même pour prendre charge de solutions convenues, d'autant qu'il est maintenant évident qu'il faudrait le faire à plus d'un niveau et que l'urgence de la situation n'a plus à être démontrée.

LES RENVOIS ET RÉFÉRENCES

1. LRQ, c. F-3.1.
2. La liste de ces conventions collectives est présentée en annexe (liste 1).
3. La liste des représentantes et des représentants officiels des parties à la confection des rôles est présentée en annexe (liste 3).
4. La liste des arbitres qui sont habilités à intervenir au regard des conventions collectives est présentée en annexe (liste 2).
5. Pour donner suite à l'article 101.6 du Code du travail.

L'ANNEXE DES LISTES**Page**

Liste 1 :	Les conventions collectives	27
Liste 2 :	Les arbitres et les conventions collectives se rapportant à leur affectation	29
Liste 3 :	Les représentantes et les représentants des parties à la confection des rôles mensuels	31
Liste 4 :	Le personnel du Greffe au 31 mars 2008	35

LISTE 1

LES CONVENTIONS COLLECTIVES

Conventions collectives	Codes utilisés par le Greffe
Cégeps ens. CSQ	1110
Cégeps ens. FAC	1115
Cégeps ens. CSN	1120
Cégeps prof. CSQ	1210
Cégeps prof. indépendants SPGQ	1281
Cégeps sout. CSQ	1310
Cégeps sout. CSN	1320
Cégeps sout. SCFP	1370
Comm. scol. ens. CSQ	5110
Comm. scol. ens. CSQ (CS crie)	5111
Comm. scol. ens. CSQ (CS Kativik)	5113
Comm. scol. ens. Littoral (anglophones) (CPNCF)	5151
Comm. scol. ens. FAE	5152
Comm. scol. prof. FPPE-CSQ	5210
Comm. scol. prof. FPPE-CSQ (CS crie)	5211
Comm. scol. prof. FPPE-CSQ (CS Kativik)	5213
Comm. scol. prof. SCFP	5270
Comm. scol. prof. SPGQ	5281
Comm. scol. sout. CSQ	5310
Comm. scol. sout. CSQ (CS crie)	5311
Comm. scol. sout. CSQ (CS Kativik)	5313
Comm. scol. sout. CSN	5320
Comm. scol. sout. FISA	5330
Comm. scol. sout. FTQ sections locales 57 et 440	5340
Comm. scol. sout. SCFP	5370
Comm. scol. ens. APEPQ (anglophones)	6160
Comm. scol. prof. FPPE-CSQ (anglophones)	6210
Comm. scol. sout. CSQ (anglophones)	6310
Comm. scol. sout. CSQ (conducteur autobus Eastern Townships)	6314
Comm. scol. sout. CSN (anglophones)	6320
Comm. scol. sout. FTQ sections locales 57 et 440 (anglophones)	6340
Comm. scol. sout. FTQ section locale 800 (anglophones)	6341
Comm. scol. sout. (CS Western Québec) (anglophones)	6396
Comm. scol. sout. (CS Lester B. Pearson) (anglophones)	6397
Comm. scol. sout. (CS Eastern Shores) (anglophones)	6399

LISTE 2

**LES ARBITRES ET LES CONVENTIONS COLLECTIVES
SE RAPPORTANT À LEUR AFFECTATION**

CONVENTIONS COLLECTIVES	COLLÈGES								COMM. SCOL. FRANCOPHONES																		COMM. SCOL. ANGLOPHONES									
ARBITRES	11	11	11	12	12	13	13	13	51	51	51	51	52	52	52	52	53	53	53	53	53	53	53	53	61	62	63	63	63	63	63	63	63			
	10	15	20	10	81	10	20	70	10	11	13	51	52	10	11	13	70	81	10	11	13	20	30	40	70	60	10	10	14	20	40	41	96	97	99	
BASTIEN FRANÇOIS	I			I		I																														
BEAULIEU FRANCINE		I					IM			I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I														
BHÉRER JACQUES				C	C	CM	C		I	I	I	I	I	I	I			IC	IC	IC	IC			C		I	IC					C	C	C		
BOULIANNE JEAN	I			I		I													I																	
BOURGUIGNON RONALD																													C							
BRAULT SERGE	I		IM	I		I			I		I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I							
BRODEUR YVAN	I			I		I																														
CHARLEBOIS PAUL				C		CM			I	I	I	I	I	I	I	I	I	IC	IC	IC	C						IC	C								
CHOQUETTE ROBERT	I	I		I	I	I			I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	IC	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I
CLOUTIER PIERRE			I																																	
CÔTÉ MARTIN																	I	I		I																
COURTEMANCHE LOUIS B.							I													I		I	I						I							
DESCHÈNES JEAN-PAUL																						C										C	C	C		
DORÉ JACQUES			IM						I	I	I	I	I	I	I			I		I													C	C	C	
DUFRESNE PIERRE N.																		C	C	C	C			IC		I	C									
DUBOIS ANDRÉ																										I										
FAUCHER NATHALIE									I	I	I	I	I	I	I			I	I	I	I			I												
FERLAND GILLES	I	I	IM	IC	IC	IC	ICM	C	I	I	I	I	I	I	I	I	I	IC	IC	I	IC	IC	IC	IC	I	I	I	IC	IC	IC						
FLYNN MAUREEN	I			I		I			I	I	I	I	I	I	I			I	I																	
FORTIER DIANE	I			I	I	I	I	IM	I	I	I	I	I	I	I	I			I	I	I	IC	I	IC	I		I		IC	I	I	I	I	I	I	
FORTIER FRANÇOIS G.	I	I	I	I		I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I				I	I	I	I					I	I	I	I
FORTIN PIERRE A.	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I				I					I							I	I	I	I							
FRUMKIN HARVEY	I		IM	I		I	I		I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I		
GAGNON DENIS	I			I		I			I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	
GAUVIN JEAN									I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I													
GIGUÈRE GILLES			I					IC																												
GUILBERT MARCEL				C		C			I										I				C	C							C					
JOBIN CAROL																																				
LADOUCEUR ANDRÉ			IM			M	M		I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I		
LAFLAMME GILLES			IM					I																I	I	I	I				I	I				
LANDE SERGE									I	I	I	I	I	I	I	I		I	I	I					I											
LAPIERRE RAYMOND C.				C		CM	CM	C																	C											
LAPLANTE PIERRE				I																																
LAVOIE GILLES		I						IM															I	I	I			I								
LAVOIE JEAN-MARIE			I		I		I	I																												
LAVOIE MARIE-FRANCE																						IC														
LEFEBVRE, BERNARD																										I										
L'HEUREUX JOËLLE	I			I		I			I	I	I	I	I	I	I			I	I	I																
MÉNARD JEAN-GUY	I	I	IM	I	I	I	I		I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	
MORENCY JEAN M.	I	I	I	I	I	I			I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I		I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	
MORIN FERNAND	I	I	I	I	I	I			I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I		
MORIN MARCEL	I			I		I			I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I		
NADEAU DENIS	I		I	I	I	I		I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I		
PAQUET BERNARD					I			I																												
PICHER MICHEL G																																				
PLAMONDON MARC	I		IM	I		I	I	I															I													
POULIN MARC	I			I		I			I	I	I	I	I	I	I			I	I	I							I									
ROCHEFORT HILAIRE																																				
RONDEAU CLAUDE									I				I	I	I	I					I							I	I							
ROSS CLAUDETTE	I			I		I			I	I	I	I	I	I	I			I	I	I																
ROY JEAN-GUY	I			I		I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I													
SAINT-LAURENT PIERRE		I																																		
SAINTONGE YVAN						M																														
SEXTON JEAN		I						IM																												
SYLVESTRE ANDRÉ																								I	I											
THELLEND PAUL-ÉMILE	I		IM	I		IM	IM		I	I	I	I	I	I	I			I	I	I	I			IC												
TOUSIGNANT LYSE	I	I		IC		ICM	ICM	IMC	I	I	I	I	I	I	I			IC	IC	IC	IC	I	I	I	I	I	I	IC	IC	I						
TREMBLAY DENIS	I	I	I	IC		IC	IC		I	I	I	I	I	I	I	I	I	IC	IC	I	I	I	I	I												
VEILLEUX DIANE			I		I			I		I			I																							
VIAU LOUISE																																				
VILLAGGI JEAN-PIERRE	I			I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I		I			I	I							

LISTE 3

**LES REPRÉSENTANTES ET LES REPRÉSENTANTS DES PARTIES
À LA CONFECTION DES RÔLES MENSUELS SECTEUR COMMISSIONS SCOLAIRES**

Parties patronales

M^e Dominic Fiset
FCSQ

Commissions scolaires
francophones

M^e Robert Hardy
Ministère de l'Éducation, du
Loisir et du Sport
l'Éducation

Commissions scolaires
francophones

Commissions scolaires
anglophones

Bernard Huot
ACSPQ

Conventions collectives

Comm. scol. ens. CSQ
Comm. scol. ens. FAE
Comm. scol. ens. LITTORAL
Comm. scol. prof. FPPE-CSQ
Comm. scol. prof. SCFP
Comm. scol. prof. SPGQ
Comm. scol. sout. CSQ
Comm. scol. sout. CSN
Comm. scol. sout. FISA
Comm. scol. sout. FTQ (57, 440 et 800)
Comm. scol. sout. SCFP

Comm. scol. ens. CSQ
Comm. scol. ens. FAE
Comm. scol. ens. LITTORAL
Comm. scol. prof. FPPE-CSQ
Comm. scol. prof. SCFP
Comm. scol. prof. SPGQ
Comm. scol. sout. CSQ
Comm. scol. sout. CSN
Comm. scol. sout. FISA
Comm. scol. sout. FTQ (57, 440 et 800)
Comm. scol. sout. SCFP
Comm. scol. ens. APEPQ
Comm. scol. prof. FPPE-CSQ
Comm. scol. sout. CSQ
Comm. scol. sout. CSN
Comm. scol. sout. FTQ (57, 440 et 800)
Comm. scol. sout. CS Lester B. Pearson
Comm. scol. sout. CS Western Québec
Comm. scol. sout. CS Eastern Shores

Comm. scol. ens. APEPQ
Comm. scol. prof. FPPE-CSQ
Comm. scol. sout. CSQ
Comm. scol. sout. CSN
Comm. scol. sout. FTQ (57, 440 et 800)
Comm. scol. sout. CS Lester B. Pearson
Comm. scol. sout. CS Western Québec
Comm. scol. sout. Eastern Shores

LISTE 3 (Suite)**LES REPRÉSENTANTES ET LES REPRÉSENTANTS DES PARTIES À LA
CONFECTION DES RÔLES MENSUELS SECTEUR DES COMMISSIONS SCOLAIRES****Parties syndicales**Christian MORIN
CSQ

Nancy HENAULT

Roger BAZINET
SCFPChantal ALLARD
SPGQLyne HARDY
CSNBernard CAOUETTE
FISARita PLAMONDON
FTQ (800)Maria CIRINO
FTQ (57 et 440)Julie HANDFIELD
SCFPAlan LOMBARD
APEPQ

Luce PATTISON

Yvon DENAULT

June MAIN

Conventions collectivesComm. scol. ens. CSQ
Comm. scol. prof. FPPE-CSQ
Comm. scol. sout. CSQ

Comm. scol. ens. FAE

Comm. scol. prof. SCFP

Comm. scol. prof. SPGQ

Comm. scol. sout. CSN

Comm. scol. sout. FISA

Comm. scol. sout. FTQ (800)

Comm. scol. sout FTQ (57 et 440)

Comm. scol. sout. SCFP

Comm. scol. ens. APEPQ

Comm. scol. sout. CS Lester B. Pearson
(anglophones)Comm. scol. sout. CS Western Québec
(anglophones)Comm. scol. sout. CS Eastern-Shores
(anglophones)

LISTE 3 (Suite)

**LES REPRÉSENTANTES ET LES REPRÉSENTANTS DES PARTIES
À LA CONFECTION DES RÔLES MENSUELS
SECTEUR DES CÉGEPS**

Parties patronales

Henrik ELLEFSEN
Fédération des cégeps

Conventions collectives

Cégeps ens. CSQ
Cégeps ens. FAC
Cégeps ens. CSN
Cégeps prof. CEQ
Cégeps prof. SPGQ
Cégeps prof. indépendants John-Abbott
Cégeps sout. CSQ
Cégeps sout. CSN
Cégeps sout. SCFP

Robert HARDY
Ministère de
l'Éducation

Cégeps ens. CSQ
Cégeps ens. FAC
Cégeps ens. CSN
Cégeps prof. CSQ
Cégeps prof. SPGQ
Cégeps prof. indépendants John-Abbott
Cégeps sout. CSQ
Cégeps sout. CSN
Cégeps sout. SCFP

Parties syndicales

Yves OUELLET

Conventions collectives

Cégeps ens. FAC

Julie HANDFIELD

Cégeps sout. SCFP

Marlène OUELLET

Cégeps sout. CSN

François DORAIS

Cégeps prof. SPGQ

Guy BEAULIEU

Cégeps ens. CSN

Christian MORIN

Cégeps ens., prof. et sout. CSQ

LISTE 4**LE PERSONNEL DU GREFFE AU 31 MARS 2008**

BELLEAU, Nicole	Fonct.
LAPORTE, Odette	Fonct.
LÉGARÉ, Nadia	Prof.
PAQUET, Michel	Fonct.
RAJOTTE, Sylvie	Fonct.
ROY, Christiane	Prof.
SAVARD, Lorraine	Fonct.

Professionnelles :	2
Fonctionnaires :	5

TOTAL :	7
---------	---

POIRÉ, Danièle	CARRA
----------------	-------